

Déclarations de ministres

Comme convenu par le président du CIO et le gouvernement canadien, la charte antidopage a par la suite été présentée et appuyée à la seconde conférence des ministres du sport de l'UNESCO, qui s'est tenue à Moscou en novembre 1988. Il s'agissait de la conférence la plus importante en son genre au monde.

• (1210)

Il y a neuf jours, le Canada a remporté une grande victoire dans la lutte contre l'usage abusif des drogues dans le sport. À la sixième conférence des ministres européens du sport, qui s'est tenue à Reykjavik, en Islande, les représentants de 25 pays ont ratifié la Charte olympique internationale de lutte contre le dopage. Comme en 1986, le Canada a été invité à prendre la parole à cette conférence sur la question du dopage dans le sport.

[Français]

Le succès du Canada sur le plan international a été rendu possible grâce à notre volonté de s'attaquer directement au problème du dopage, et ainsi, faire la démonstration que nous sommes fidèles à nos principes. Avec la mise sur pied de la Commission Dubin, nous avons voulu poser un geste qui était à la mesure de nos paroles.

Mon intention aujourd'hui, monsieur le Président, est de partager avec vous et avec l'ensemble des députés de cette Chambre nos plus récentes réalisations. Depuis les Jeux olympiques de Séoul et les audiences de la Commission Dubin, la question qui m'est le plus souvent posée, et aux autres députés de cette Chambre, est de savoir si d'autres pays auront eux aussi le courage d'agir. Est-ce que les athlètes canadiens seront les seuls à respecter les règles? Il est encore trop tôt pour répondre à ces questions. Par contre, nous pouvons aujourd'hui affirmer avoir réalisé d'importants progrès.

[Traduction]

Les questions que l'on me pose le plus souvent ainsi qu'aux autres députés sont les suivantes. Les athlètes canadiens seront-ils les seuls à respecter ces règles dans les compétitions internationales? Les autres pays se soumettront-ils aux mêmes contrôles et à la même discipline que le Canada?

C'est pourquoi, monsieur le Président, j'ai jugé important de faire rapport à la Chambre des progrès accomplis jusqu'à ce jour. La communauté internationale a loué le Canada pour l'audace et le courage dont il a fait preuve en s'attaquant directement et ouvertement au problème du dopage.

Les Canadiens peuvent être fiers du fait que nous sommes restés fidèles à nos principes dans les circonstances les plus difficiles. Il reste encore beaucoup à faire, d'autant plus que le gouvernement n'a pas encore reçu les recommandations de la commission d'enquête Dubin.

Entretemps, de réels progrès ont été accomplis à l'échelle mondiale, grâce en grande partie à notre détermination collective.

Je tiens à profiter de l'occasion pour remercier les porte-parole des partis d'opposition de l'admirable coopération dont ils ont fait preuve dans cette affaire comme dans d'autres.

M. Bob Kilger (Stormont—Dundas): Monsieur le Président, je veux d'abord remercier le ministre de sa dernière observation. Certes, son initiative a beaucoup contribué à créer cet esprit de coopération.

Je me félicite d'avoir l'occasion de répondre aujourd'hui aux déclarations du ministre d'État chargé de la Jeunesse et ministre d'État chargé de la Condition physique et du Sport amateur (M. Charest).

Le fait d'avoir adhéré à la charte antidopage olympique internationale, lors de la sixième conférence des ministres européens responsables du sport tenue récemment, est effectivement une mesure positive dans le processus visant à faire adopter cette charte à l'échelle internationale. La charte avait été rédigée au cours de la première conférence internationale permanente antidopage tenue ici, à Ottawa, en 1981. À cette époque, le Canada avait accepté la responsabilité de promouvoir l'acceptation de la charte dans le monde. Ainsi, avec l'approbation que viennent de donner à la charte les 25 gouvernements européens qui ont participé à la conférence de Reykjavik, nous approchons du but.

Certes, je me réjouis de voir que les Européens ont donné leur appui à la charte antidopage, mais j'estime que le Canada doit continuer à obtenir l'adhésion d'autres gouvernements pour que cette charte ait du poids dans le monde des sports. Étant donné les tragiques événements survenus pendant les olympiques de Séoul, le Canada doit absolument montrer au reste du monde qu'il s'est fermement engagé à faire disparaître les drogues du sport, tant sur la scène nationale qu'internationa-